

Date : 22/11/2011

Numéro : 20111102

Séance du 18 novembre

L'an 2011

et le 18 novembre

à 18H30

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

sous la présidence de : **Bernard GEOFFROY, Maire,**

Présents :

M. GEOFFROY Bernard Maire, M. DAVID Jean François adjoint,
M. FRANÇOIS Patrick Adjoint, Mme LABROUSSE Evelyne Adjointe,
Mme CROZETIERE Claudine, M. FAVARD Jean-Luc, M. SUTOUR
Raymond.

Absents excusés :

Mme FAUREL Séverine, pouvoir à M. FRANCOIS Patrick, M. MEAUD
Didier, pouvoir à GEOFFROY Bernard

Secrétaire(s) :

M. FRANCOIS Patrick

**Carte communale : Mise en révision, choix du géomètre, demande de
subvention.**

M.GEOFFROY Bernard, Maire, soumet au conseil municipal le rapport
suivant :

La carte communale de notre commune a été approuvée par notre
assemblée lors de sa séance du 29 juin 2007 puis par arrêté préfectoral
du 14 septembre 2007.

Il apparaît maintenant nécessaire de réviser cette carte communale pour
les raisons suivantes :

A la demande de plusieurs propriétaires,

Fin de l'exploitation agricole qui annule le périmètre de protection.

Il présente au Conseil Municipal un devis estimatif des honoraires
concernant cette révision, préparé par M. LINARES Stéphane, géomètre.
Cette prestation est de 3950.00 €, un coût inférieur à 4000 €, donc, il n'y
a pas de mise en concurrence (depuis mai 2010 selon le décret
2008-356).

Résumé des principales étapes

- L'élaboration du projet de carte communale révisée : 4 mois
- L'arrêt du projet de carte communale révisée : 1 mois
- La mise à l'enquête publique du projet de carte communale révisée : 3
mois
 - Le préparation de l'enquête : 1 mois
 - Le déroulement de l'enquête : 1 mois
 - Les conclusions du commissaire enquêteur : 1 mois
- L'approbation de la carte communale révisée : 3 mois

M. le Maire invite le Conseil Municipal à décider de réviser la carte
communale.

NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	9	9

Date de la convocation

10/11/2011

Date d'affichage

10/11/2011

Objet de la Délibération

Acte rendu exécutoire après dépôt en
Préfecture

le

et publication,

du

ou notification

du

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 124-1 à L. 124-4, et R. 124-1 à R. 124-8,

Vu la carte communale de la commune approuvée par délibération du conseil municipal du 29 juin 2007 puis par arrêté préfectoral du 14 septembre 2007,

Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

Par 9 voix pour

DÉCIDE de réviser la carte communale selon les modalités définies dans le rapport ci-dessus.

DÉCIDE de confier à M.LINARES la révision de la carte communale

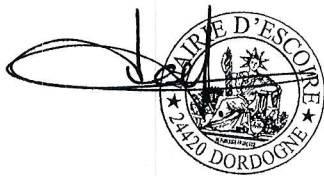
ARRETE l'enveloppe prévisionnelle de cette opération à 3950 € HT

CHARGE M. le Maire de signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment la convention à conclure avec l'État pour la mise à disposition de ses services.

SOLLICITE de l'État la compensation financière des dépenses communales de révision de la carte communale sous la forme d'un fonds de concours au sein de la dotation générale de décentralisation. (Décret n°83-1122 du 22 décembre 1983)

DIT que les crédits nécessaires à ces dépenses seront inscrits au budget communal 2012, au chapitre 202.

Le Maire,



LE GRAND PERIGUEUX
1 bd Lakanal – BP 70171 – 24019 - PERIGUEUX

DELIBERATION DD017-2018

Nombre de membres du conseil	
en exercice	95
Présents	58
Votants	67
Pouvoirs	9

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 2 février 2018

LE 8 février 2018, Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur AUZOU

OBJET : APPROBATION DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE D'ESCOIRE

M. Jacques AUZOU, Président
Christian LECOMTE, Secrétaire

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, SALINIER, DE PISCHOF, BELOMBO, CONTIE, FAURE, BORAS, DARTENCET, DATRIER, LABAILS, LEON, MAXHEIM-MALARD, MOULENES, PERRAUD-DAUSSE, RAT-SOULLIER, SALOMON.

MM. LE MAO, MOTTIER, SUBERBERE, PASSERIEUX, CHERON, DOBBELS, ROUSSARIE, MARTINEAU, SCHRICKE, PROTANO, FRADON, GEOFFROY, LEGAY, MOTARD, LACOSTE, RIGAUD, MERILLOU, BARBANCEY, DUNOYER, KHAIRALLAH, MOSSION, ROUQUIE, TALLET, RAUZET, GUILLEMET, LOURD, GRELLETY, LARENAUDIE, COLLINET, LAROCHE, BUFFIERE, RATIER, USCAIN, GENDRE, GEORGIADIS, DUCENE, CACAN, MONTORIOL.

ABSENTS :

Mmes : KERGOAT, ROUFFINEAU, GATAULT, CHABREYROU, MONTEIL-MAYAUD, DORET, DECABRAS.

MM. : BUISSON, BEYLOT, DESPLAT, BONNET, LARRE, BREAU, CURNIL, RAYNAUD, GARRIGUE, BERIT-DEBAT, DENIS, LE PAPE, PUYRIGAUD, AUDI, CIPIERRE, COUDERC, MOSSION, LE VACAON, TENAILLON, MALLET, MATHIEU, REYNET, COLBAC, HERBRETEAU.

POUVOIRS :

M. CURNIL	Pouvoir à	M. PASSERIEUX
M. BELLEBNA	Pouvoir à	M. MARTINEAU
M. LE PAPE	Pouvoir à	Mme MOULENES
M. AUDI	Pouvoir à	M. AUZOU
M. GIRAUDEL	Pouvoir à	M. BARBANCEY
M. MACARY	Pouvoir à	Mme DARTENCET
Mme PAUL	Pouvoir à	M. ROUSSARIE
Mme DORET	Pouvoir à	M. LARENAUDIE
Mme ROUX	Pouvoir à	M. DUCENE

OBJET : APPROBATION DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE D'ESCOIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.163-3 et suivants.

Considérant que le Grand Périgueux est compétent en matière de planification urbaine depuis le 1er octobre 2015. A ce titre, il est responsable des procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux, jusqu'à ce que le PLUi soit approuvé.

Que la carte communale d'Escoire a fait l'objet d'une procédure de révision lancée par une délibération du conseil municipal du 18 novembre 2011. Cette procédure a pour objectifs de :

- tirer les enseignements de l'application de la carte actuellement opposable en adaptant les zones constructibles,
- recentrer le développement autour des zones potentiellement constructibles,
- protéger les espaces agricoles et forestiers,
- adapter les zones ouvertes au projet de développement communal.

Que devenu compétent, le Grand Périgueux a décidé de poursuivre cette procédure par une délibération du 29 septembre 2016.

Que la carte communale d'Escoire a été approuvée par une délibération du conseil municipal du 29 juin 2007, et par un arrêté préfectoral du 14 septembre 2007.

Considérant que le projet de carte communale a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale de Nouvelle Aquitaine, qui a rendu par une décision du 30 mars 2017 un avis selon lequel la carte communale n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Que la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a rendu un avis favorable à ce projet lors de sa séance du 30 juin 2017. La Chambre d'Agriculture a également transmis un avis favorable sur le projet de carte communale le 2 juin 2017.

Que le projet de révision de la carte communale a été soumis à enquête publique par un arrêté du Président du Grand Périgueux n°ARRU011-2017 du 30 août 2017. L'enquête publique s'est déroulée du lundi 25 septembre au vendredi 27 octobre 2017, en mairie d'Escoire.

Que le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal d'enquête au Grand Périgueux le 30 octobre 2017, auquel le Grand Périgueux a répondu le 2 novembre 2017. Le rapport final d'enquête a été remis le 16 novembre 2017. Les 5 observations faites durant l'enquête et les réponses apportées par la collectivité sont les suivantes :

- **Observation de Mme G** : demande de constructibilité de la parcelle AB 99.

Réponse collectivité : cette parcelle avait été retirée, avec la parcelle AB 98, car se posait la question de son accès. Une entente entre voisins et propriétaires était nécessaire. Avis défavorable dans le cadre de la carte communale, mais le pétitionnaire est incité à faire cette demande de constructibilité dans le cadre de l'élaboration en cours du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), auprès du Grand Périgueux.

- **Observation M. G** : demande de constructibilité de la parcelle AC 59.

Réponse collectivité : La parcelle AC 59 avait été retirée car il n'y avait aucune construction et elle est de nature boisée. Avis défavorable dans le cadre de la carte communale. Le pétitionnaire est incité à faire cette demande de constructibilité dans le cadre de l'élaboration en cours du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), auprès du Grand Périgueux.

- **Observation M. V :** demande de constructibilité de la parcelle AE 35 pour partie située le long de la voie.

Réponse collectivité : cette parcelle se situe en extension du bourg sur la zone agricole, en covisibilité directe du Château d'Escoire. Avis défavorable dans le cadre de la carte communale, mais le pétitionnaire est incité à faire cette demande de constructibilité dans le cadre de l'élaboration en cours du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), auprès du Grand Périgueux.

- **Observation M. A :** demande de constructibilité des parcelles AD 50, AB 5, AB 98, et des parcelles AD 49 et AB 106.

Réponse collectivité : les parcelles AB 5 (pour partie), AD 50 et AB 106 se situent en extension du bourg, sur des terrains actuellement agricoles, leur constructibilité changerait l'économie générale du projet de carte communale. Le terrain AB 98 est dans la même situation que la parcelle AB 99 (voir réponse à M. G ci-dessus), et reçoit la même réponse. La parcelle AD 49 se situe en cœur de bourg, en zone actuellement naturelle (fond de jardin). Ces demandes reçoivent un avis actuellement défavorable dans le cadre de la carte communale, mais le pétitionnaire est incité à faire cette demande de constructibilité dans le cadre de l'élaboration en cours du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), auprès du Grand Périgueux.

- **Observation Mme A :** demande de constructibilité de la parcelle AC 21.

Réponse de la collectivité : cette parcelle se situe en extension du bourg sur la zone naturelle, actuellement en partie boisée (verger). Avis défavorable dans le cadre de la carte communale, mais le pétitionnaire est incité à faire cette demande de constructibilité dans le cadre de l'élaboration en cours du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), auprès du Grand Périgueux.

Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur la révision de la carte communale d'Escoire.

En conclusion, compte tenu des remarques faites durant l'enquête publique et des réponses qui y sont apportées, il n'est pas nécessaire de modifier le projet de carte communale.

Que le conseil municipal d'Escoire a émis également un avis favorable sur ce projet de carte communale et a demandé au Grand Périgueux de bien vouloir l'approuver, par une délibération du 13 avril 2017.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE :


- Approuve la révision de la carte communale de la commune d'Escoire.
- Dit que la présente délibération et le dossier de révision de la carte communale d'Escoire qui lui est annexé seront soumis à Madame la Préfète de Dordogne afin qu'elle approuve par arrêté la révision de la carte communale d'Escoire, conformément à l'article L. 163-7 du code de l'Urbanisme.
- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Grand Périgueux et en mairie d'Escoire pendant un mois.

- Dit que la mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans le département.
- Dit que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.
- Précise que le dossier de plan local d'urbanisme modifié sera tenu à la disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux et à la Mairie d'Escoire aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément à l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le	01 MARS 2018	Pour extrait conforme	01 MARS 2018
Délibération certifiée exécutoire à compter du	01 MARS 2018	Périgueux, le	01 MARS 2018

Le Président
Jacques AUZOU





PRÉFÈTE DE LA DORDOGNE

Direction Départementale des Territoires
Service Territorial de la Vallée de l'Isle

Arrêté portant approbation de la révision de la carte communale applicable sur la commune d'ESCOIRE

La Préfète de la Dordogne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10 et R. 161-1 à R. 163-9,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Révové (loi ALUR),

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2007 approuvant la révision de la carte communale d'Escoire,

VU la délibération du conseil municipal en date du 18 novembre 2011 prescrivant la révision de la carte communale d'Escoire,

VU la prise de compétence "planification" de la communauté de l'agglomération du Grand Périgueux à compter du 1^{er} octobre 2015,

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale compétente en matière d'environnement en date du 30 mars 2017,

VU l'avis favorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en date du 30 juin 2017,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 2 juin 2017



VU la désignation de M. Jean-Louis Eymard, commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux.

VU l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux en date du 30 août 2017 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 25 septembre 2017 au 27 octobre 2017 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 16 novembre 2017,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 8 février 2018 approuvant la carte communale de Champagne et Fontaine,

VU les avis des services consultés :

l'Agence Régionale de Santé, le 26 mars 2018

l'Institut National de l'Origine et de la Qualité le 16 mars 2018

la Direction Départementale des Territoires le 13 avril 2018

Sur la proposition de M le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne,

A R R Ê T E

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale d'Escoire annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R. 161-1 et suivants du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (1 plan de zonage avec les servitudes d'utilité publique)
- des annexes au rapport de présentation.

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- au siège de la Communauté de l'agglomération du Grand Périgueux
- à la mairie d'Escoire
- la Direction Départementale des Territoires

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. Le Président de la Communauté de l'agglomération du Grand Périgueux.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire approuvant la carte communale seront pendant un mois affichés en mairie et au siège de la Communauté de l'agglomération du Grand Périgueux et publiés sur le site internet de la Communauté de l'agglomération.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

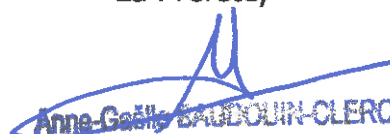
Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne, le Président de la Communauté de l'agglomération du Grand Périgueux, le Maire d'Escoire, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le 19 AVR. 2018

La Préfète,


Anne-Gaëlle SAUDOUIN-CLERC

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Madame la Préfète de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

